

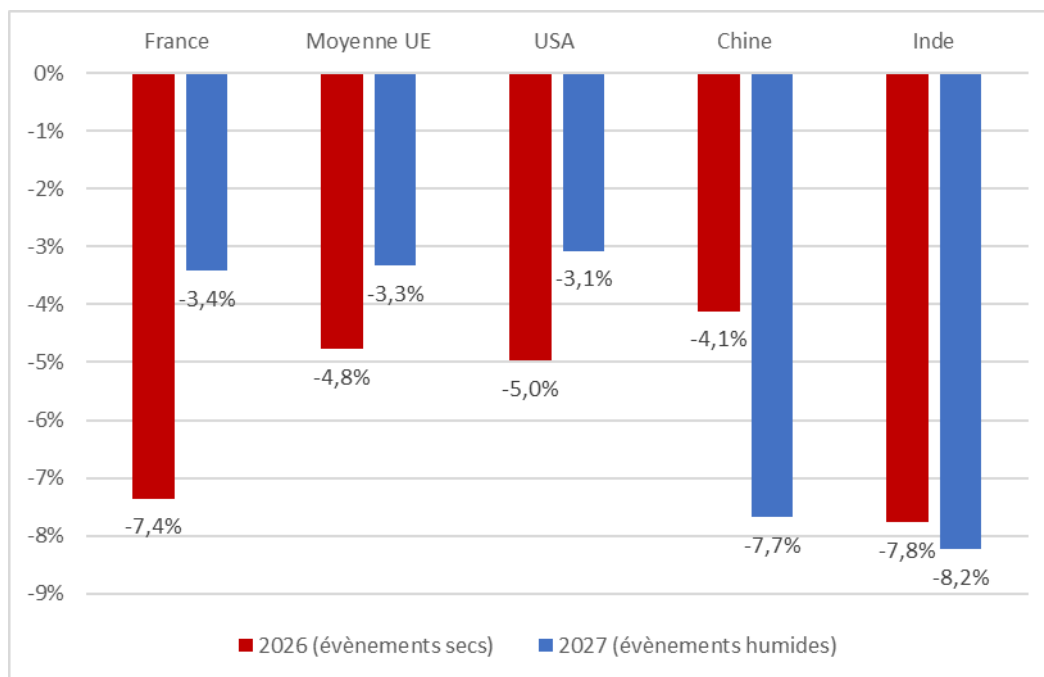
# Scénarios climatiques de court terme du NGFS : résultats pour la France

Par Paul Champey, Léopold Gosset

En mai 2025, le NGFS a publié ses premiers scénarios climatiques de court terme. La France pourrait subir une perte de 7,4% du PIB si l'Europe connaissait une combinaison d'évènements météorologiques particulièrement sévères. L'économie française bénéficierait par ailleurs d'une transition bas-carbone graduelle et efficiente, mais serait négativement affectée par une transition retardée et désordonnée.

## Graphique 1 : perte de PIB pour différentes zones géographiques affectées par les catastrophes naturelles du scénario « Disasters and Policy Stagnation »

Déviations exprimées en % par rapport au scénario NGFS court terme de référence



Source : NGFS (2025), modèle GEM-E3

Note : Pour chaque zone présentée, le scénario suppose qu'en 2026 surviennent simultanément des vagues de chaleur, des sécheresses et des feux de forêt, suivis en 2027 par une combinaison d'inondations et de tempêtes, et ce à l'échelle du continent des zones en question. Les barres en 2027 incluent à la fois les effets des évènements météorologiques en 2027 et la persistance des évènements en 2026.

Le réseau pour le verdissement du système financier (NGFS) a développé, en complément de ses [scénarios climatiques de long terme](#), des [scénarios de court terme](#) pour permettre aux acteurs financiers d'anticiper les conséquences macro-financières des risques climatiques physiques (événements climatiques) et de transition (mise en œuvre des politiques de transition bas-carbone) susceptibles de se produire dans les années à venir. Ils ne constituent pas des prévisions mais des futurs plausibles utiles à la gestion des risques. Ce billet en présente les principaux résultats pour la France. En complément, Jourde et al. (2026, à paraître) évaluent les conséquences de deux scénarios sur le système financier français.

## **Les scénarios climatiques de court terme : quatre « histoires » pour évaluer la résilience de l'économie mondiale et du système financier**

Le NGFS a en premier lieu développé un scénario de référence (qui ne comprend que les seules politiques climatiques déjà votées par le Parlement). Quatre scénarios représentent ensuite différentes combinaisons de risques. Les deux premiers scénarios se focalisent sur les risques de transition, le troisième sur les risques physiques, et le quatrième considère une occurrence des deux types de risque dans des zones différentes :

- *Highway to Paris* (« En route vers Paris ») est un scénario explorant une transition bas-carbone ordonnée et graduelle à l'échelle mondiale, compatible avec l'atteinte d'un objectif zéro émission nette en 2050. Une taxation du carbone s'ajoute ainsi aux politiques climatiques déjà mise en place dans le scénario de référence, et les hypothèses de progrès technologique sont favorables.
- *Sudden Wake-Up Call* (« Réveil soudain ») décrit une transition retardée et désordonnée, où aucune politique climatique supplémentaire n'est mise en place dans le monde avant 2027. Les politiques de transition s'accroissent ensuite brutalement pour respecter les objectifs de neutralité carbone. Les hypothèses de progrès technologique sont moins favorables, traduisant le manque d'anticipation des acteurs économiques.
- *Disasters and Policy Stagnation* (« Catastrophes et inertie politique ») suppose qu'une région du monde subit une succession d'événements météorologiques extrêmes. Cinq variantes existent, chacune correspondant à une région touchée en 2026 par des événements « secs » (sécheresse, vague de chaleur, incendies) puis en 2027 par des événements « humides » (tempêtes, inondations). Ce scénario met l'accent sur le risque physique et suppose qu'aucune politique de transition supplémentaire n'est mise en œuvre.
- *Diverging Realities* (« Réalités divergentes ») explore un monde où seules les économies développées mettent en place une transition similaire à celle décrite dans *Highway to Paris* tandis que plusieurs continents (Afrique, Asie, Amérique du Sud qui ne mettent pas en place de politiques de transition) sont affectés par des événements extrêmes. Ces événements provoquent des disruptions dans les approvisionnements en matériaux critiques pour la transition, perturbant la bifurcation écologique des économies développées.

Pour traduire ces narratifs en impacts économiques et financiers, le NGFS s'appuie sur une suite de modèles développés par des partenaires académiques, dont la documentation est accessible [ici](#).

## Risques physiques : la France globalement plus vulnérable que les autres économies développées

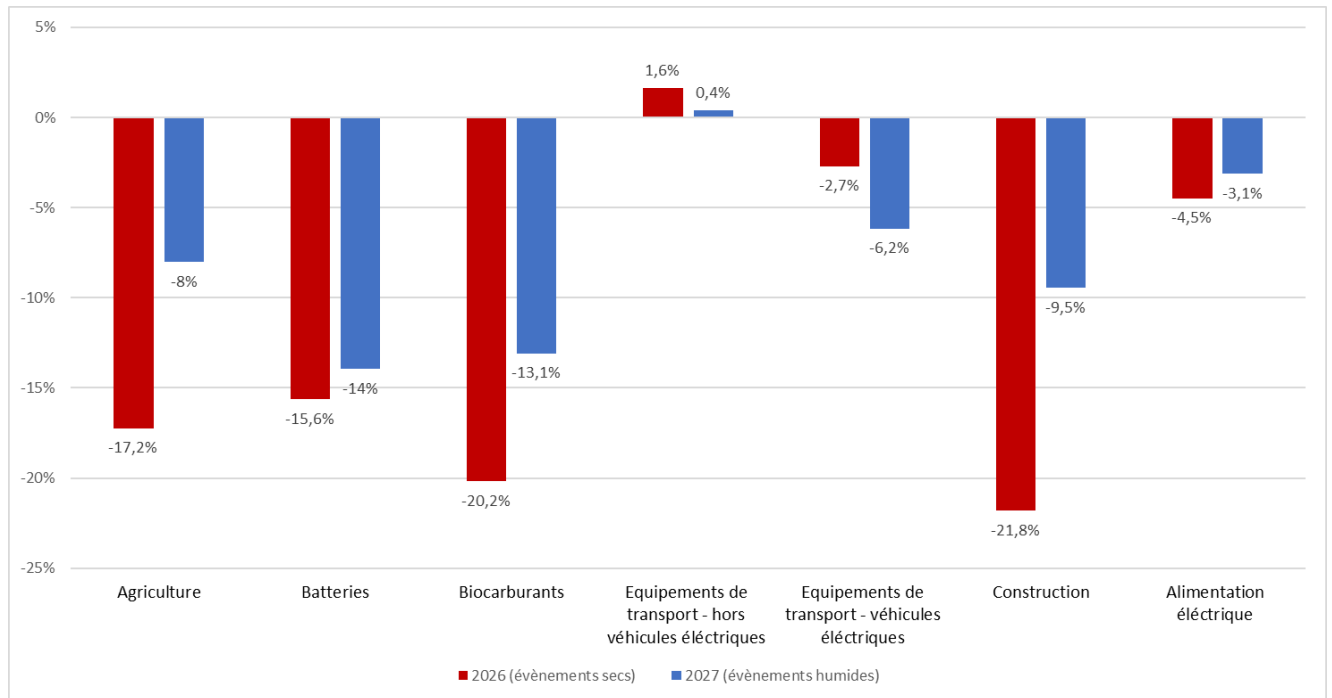
La France apparaît plus vulnérable que plusieurs autres économies occidentales dans le scénario *Disasters and Policy Stagnation* (**Graphique 1**) : le PIB français diminuerait ainsi de 7,4 % en 2026, contre 4,8 % pour la moyenne des pays de l'Union Européenne, et resterait en recul de 3,4% en 2027 par rapport à un scénario de référence (contre 3,3% pour l'UE). Ces écarts montrent une vulnérabilité particulière aux événements « secs », qui se manifesteraient en 2026. La France est en revanche relativement moins vulnérable que des pays comme la Chine ou l'Inde aux événements aussi bien « secs » que « humides ». Les différents événements météorologiques représentés sont rares mais pas inédits : ils ont une probabilité annuelle de 2 % à l'échelle continentale (la vague de chaleur modélisée en France est par exemple moins forte d'un point de vue statistique que celle de 2003), et leurs corrélations les rendent susceptibles d'intervenir en combinaison (voir par exemple [Zscheischler et Al, 2018](#)).

Dans ce même scénario, les impacts économiques diffèrent selon les secteurs, en fonction de leur exposition directe à différents types de catastrophes naturelles (par ex. l'agriculture face aux sécheresses) mais aussi d'effets indirects liés à leurs interdépendances sectorielles et géographiques. Les secteurs dont les productions sont les plus touchées par les « événements secs » (**Graphique 2**) sont l'agriculture (-17,2 %), la construction (-21,8 %) et les biocarburants (-20,2 %). Si une large majorité des secteurs français seraient négativement affectés, quelques secteurs pourraient, de façon ponctuelle, profiter d'effets de réallocation de la consommation, comme les équipements de transport hors véhicules électriques.

S'agissant du niveau des prix, les chutes de production provoqueraient une inflation temporaire et limitée (jusqu'à +0,7 points au niveau européen). La Banque Centrale Européenne (BCE) serait alors face à un dilemme : relever ses taux pour combattre l'inflation, mais au risque d'affaiblir la reprise économique. Dans cette simulation du NGFS, la BCE abaisserait temporairement ses taux directeurs pour faciliter le retour de l'économie vers son potentiel de production, puis l'augmenterait progressivement afin de ramener l'inflation vers sa cible de 2 %.

**Graphique 2 : Perte de production sectorielle dans le scénario Disasters and Policy Stagnation pour une sélection de secteurs français**

Déviations en % par rapport au scénario NGFS court terme de référence



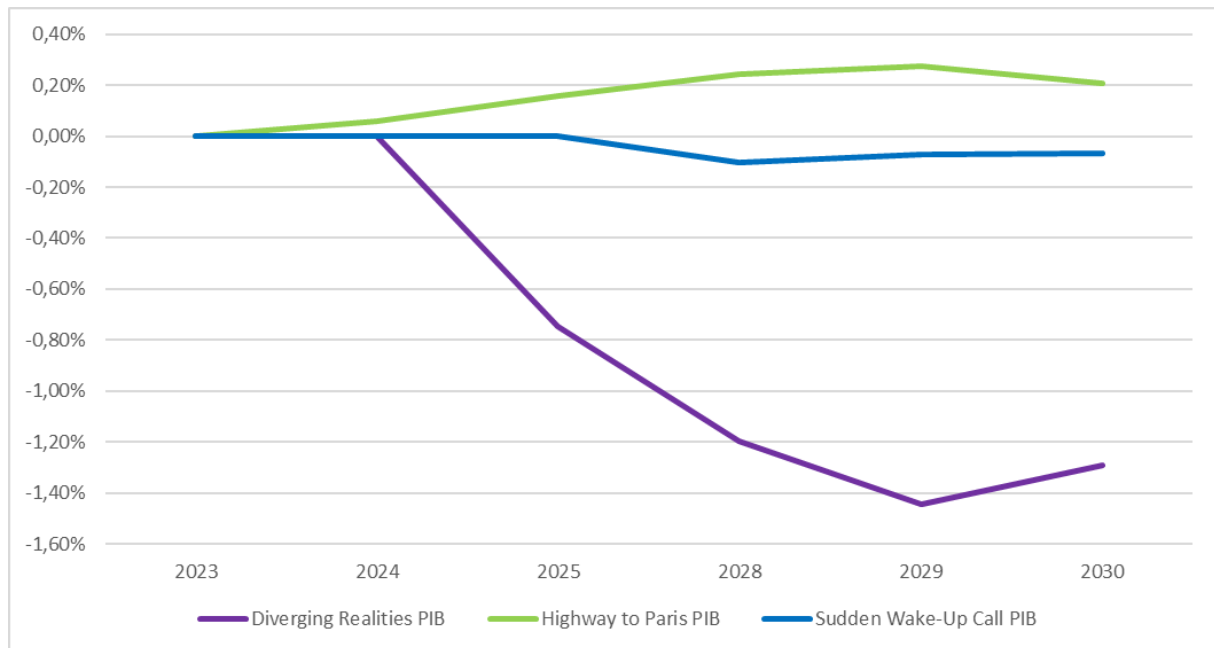
Source : NGFS (2025), modèle GEM-E3

**Risques de transition : un impact macroéconomique limité, mais des disparités sectorielles importantes**

Les scénarios de court terme du NGFS montrent un impact limité des politiques d'atténuation du changement climatique sur le PIB et le chômage en France. L'impact le plus marqué provient du scénario *Diverging Realities*, dans lequel le PIB dévie jusqu'à 1,5 % en dessous du scénario de référence en 2029 (**Graphique 3**). Le prix du carbone évolue de façon identique à *Highway-to-Paris* – passant progressivement de 100 dollars (constants 2017) par tonne d'équivalent CO<sub>2</sub> en 2024 à 250 dollars en 2030. Toutefois les perturbations des chaînes de valeur freinent l'activité et la transition, en limitant la disponibilité d'intrants essentiels tels que les batteries ou les minéraux critiques. Le taux de chômage augmente jusqu'à 1,1 point de pourcentage supplémentaire en 2029 dans *Diverging Realities*, mais reste stable dans les autres scénarios de transition. Il est à préciser que le scénario de référence fait déjà l'hypothèse que les objectifs du paquet européen *Fit-for-55*, de réduction de 55 % des émissions européennes en 2030 par rapport à 1990, sont respectés : l'effort supplémentaire pour atteindre la neutralité carbone en 2050 s'en retrouve donc limité par rapport à des pays n'ayant pas de législation climatique aussi ambitieuse.

**Graphique 3 : Évolution du PIB français dans les scénarios avec risque de transition**

Déviations en % par rapport au scénario NGFS court terme de référence



Source : NGFS (2025), modèle GEM-E3

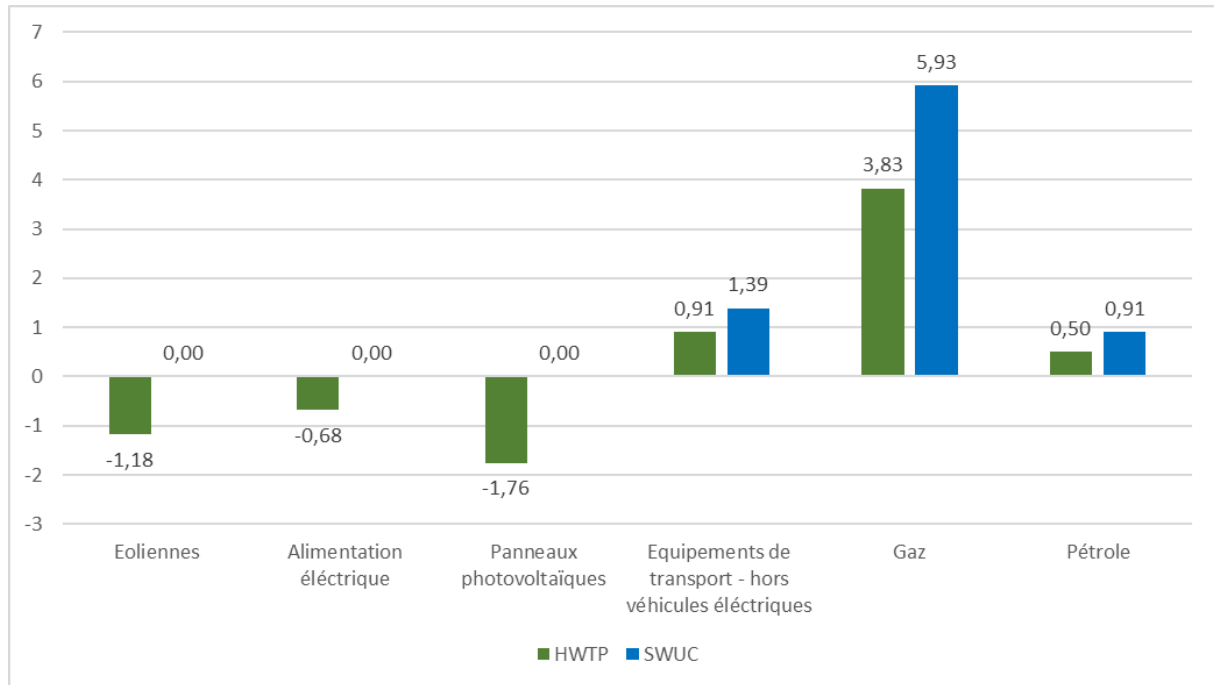
Dans les scénarios, la hausse des taxes carbone renchérit les coûts des énergies émettrices en CO2 et des technologies polluantes, ce qui se répercute sur le niveau général des prix. Ainsi, en 2027, dans le scénario *Sudden Wake-Up Call*, l'inflation européenne augmenterait de 3,1 points par rapport au scénario de référence du fait de l'augmentation brutale des taxes carbone, qui passent de 120 dollars en 2026 à près de 200 en 2027. La mise en œuvre progressive de ces mesures dans le scénario *Highway-to-Paris* permet de limiter le différentiel d'inflation par rapport au scénario de référence à + 0,7 point.

Face à ces tensions inflationnistes, les banques centrales resserrent leur politique monétaire : dans le scénario *Sudden Wake-Up Call*, les taux directeurs pourraient augmenter de 100 points de base supplémentaires en Europe en 2028, ce qui pèse sur la dynamique de l'investissement.

Les répercussions sectorielles sont contrastées (**Graphique 4**) : les entreprises à forte intensité carbone voient leurs coûts de financement augmenter et leurs indicateurs de risque se dégradent. Cela résulte du renchérissement immédiat du coût des activités polluantes, mais aussi de la révision des anticipations des investisseurs sur la rentabilité future de ces industries. *A contrario*, certains secteurs clés pour la transition – essentiellement la production d'énergie décarbonée – peuvent bénéficier d'impacts neutres voire positifs. Dans le scénario *Highway-to-Paris* en particulier, les recettes provenant de la taxe carbone sont réaffectées à des investissements publics dans la R&D pour les énergies propres (à 80 %) et à des subventions aux investissements privés dans ces énergies (à 20 %), ce qui favorise le développement de ces secteurs.

**Graphique 4 : Évolution du coût moyen pondéré du capital en 2030 pour une sélection de secteurs français**

*Déviations en points de pourcentage par rapport au scénario NGFS court terme de référence*



Source : NGFS (2025), modèle CLIMACRED, détaillé sur le [site NGFS](#)